



Exposition itinérante

RECITS & PORTRAITS DE FEMMES
À MARSEILLE

Genre, immigration, engagement



Archives départementales
des Bouches-du-Rhône

ABD Gaston Defferre

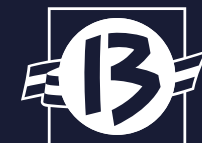
18-20, rue Mirès - 13003 Marseille - Tél. 04 91 08 61 00

Entrée libre - Du lundi au samedi de 10h à 18h

www.archives13.fr / www.biblio13.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**



Edito



© J. Guérini

Depuis toujours terre d'immigration, le département des Bouches-du-Rhône offre l'une des meilleures opportunités de développer les connaissances du phénomène migratoire et de l'intégration des populations étrangères en France. L'apport des femmes héritières de l'immigration, dans cette fonction d'enracinement est un enjeu majeur. Par leur engagement dans la vie associative locale, elles ont promu les valeurs républicaines, sans renoncer à mener de front deux luttes indissociables à leurs yeux, celle contre le racisme et celle contre le sexisme.

Dans une société doublement encline à les discriminer, du fait de leur origine et à cause de leur sexe, ces femmes, leur histoire en témoigne, l'analyse sociologique le confirme, ont mobilisé, souvent avec l'aide d'associations et avec le concours des services publics, les ressources leur permettant, par un engagement militant au niveau de l'immeuble, du quartier ou de la cité, de maîtriser leur destinée, tant individuelle que collective.

Jean-Noël GUÉRINI
Président du Conseil Général
Sénateur des Bouches-du-Rhône



Genre, immigration et engagement



Genre, immigration et engagement : trois concepts dont l'articulation est au cœur de l'exposition que nous propose l'association ANCRAGES et qui interrogent l'identité, les identités... Une exposition qui restitue l'engagement de militantes immigrées ou héritières de l'immigration à Marseille : elle donne à voir les multiples formes de militance et à entendre des voix qui ne cherchent pas à s'exprimer à l'unisson. Lucides sur les dérives potentielles des mouvements organisés, ces femmes ont pris le contrepied, celui de militer autrement. Fidèles à leurs convictions, elles illustrent l'engagement à travers leur participation à la vie militante et associative locale.

Genre

Alors que le sexe fait référence aux différences biologiques existant entre les femmes et les hommes, le « genre » est le sexe social qui renvoie à la construction historique, sociologique et culturelle de ce que serait ou devrait être une femme ou un homme, autrement dit le masculin et le féminin. Aujourd'hui, cette représentation peut également être vécue par certains hommes comme un enfermement dans des rôles sociaux en contradiction avec leurs propres valeurs.

Engagement

L'émergence même de la notion de genre est intimement liée à celle

d'engagement qui se définit, dans sa dimension principale, comme l'appropriation ou la réappropriation de son pouvoir. Concept aux multiples facettes, l'engagement est appréhendé selon les auteurs comme une théorie, un plan d'action, un but, une idéologie, un processus, un résultat ou une conséquence. Il comporte une dimension individuelle et collective où le sentiment de compétence personnelle, de prise de conscience, de motivation pour l'action sociale, occupe une place primordiale. Il est en lien avec la capacité que chaque personne a à mobiliser les ressources nécessaires pour parvenir à contrôler son existence.

Immigration

L'immigration peut se définir de la façon la plus neutre comme le déplacement d'une personne quittant son lieu de naissance ou de résidence pour un autre lieu, mais, pour le sens commun, le terme désigne l'entrée d'étrangers dans un pays en vue de s'y établir de façon durable. Si l'immigration en France a permis le rapprochement de femmes venues d'horizons différents, autorise-t-elle à penser l'existence d'une sororité, c'est-à-dire d'un lien entre toutes ces femmes, les incitant à s'unir dans un combat commun ? Et dans quelle mesure, cette relation entre classe et « race » constitue-t-elle un socle commun d'expériences favorables à l'engagement ?



SAMIA CHABANI

Sociologue, engagée sur les questions de genre et d'immigration, elle a fait porter son premier travail de recherche sur les stratégies féminines d'intégration. Militante associative, fondatrice de l'association *AncrAges*, elle œuvre aujourd'hui à la préservation de la mémoire des mouvements de femmes de l'immigration, tisseuses de lien social et bâtisseuses d'associations...

Genre

Les femmes héritières de l'immigration construisent leur identité dans un rapport conflictuel entre les rôles assignés par la culture d'origine et ceux mis en œuvre dans la société d'accueil. Ce fut également mon cas. Souvent, ce conflit est source de nombreuses souffrances. Sociologue de formation, j'ai toujours considéré que la domination de l'homme sur la femme n'est propre ni à une époque ni à une culture donnée. Les interprétations religieuses ou traditionnelles de mon père laissaient apparaître la crainte d'une perte de sens... A la lecture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, je conforte mon intuition : « On ne naît pas femme, on le devient ». Plus tard, à la lecture de Pierre Bourdieu, je découvre que cela est également vrai pour les hommes : « On ne naît pas homme, on le devient », et c'est à travers toute une éducation, composée de rituels d'intégration de la norme masculine, que se façonne l'identité masculine et que l'homme assure dans la société une fonction de reproduction de la domination.

Immigration

Née à Paris, en 1971, de parents marocains, je fais très tôt l'expérience de l'altérité, avec le tatouage de ma mère, signe de « berbérité » ne laissant aucun doute sur sa provenance « douteuse ». Travaillant dans l'industrie automobile, mon père poursuivait l'objectif de l'ouvrier étranger : demeurer le moins visible possible, rentrer un jour au pays et permettre à ses enfants d'accéder à l'enseignement. Être des élèves modèles devait aboutir à une intégration réussie. Cette obstination à vivre à la marge, sans jamais prendre part au jeu social, syndical ou politique, a certainement

contribué chez moi à en revendiquer le droit légitime. L'esprit de solidarité collective trouve son origine au sein d'une fratrie de cinq enfants dont deux filles, résolument déterminées à mener leur vie, à leur façon. Je dois reconnaître à mes parents une volonté d'offrir à leurs enfants, sans aucune discrimination, les mêmes chances de réussite. La vie familiale trouve également son équilibre dans l'ouverture vers le monde associatif. Relais indispensable, pour pallier l'absence de famille élargie et pour contrer l'adversité que rencontrent les familles modestes et étrangères. L'association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) constitue un solide réseau de solidarité et de convivialité. Mes pensées vont à ma « marraine de cœur » Touria Elhiyaoui, professeure d'arabe à l'ASTI d'Issy-les-Moulineaux, réfugiée politique sous le règne d'Hassan II et militante pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. Elle a contribué à faire progresser mes représentations sur les femmes étrangères et immigrées, à découvrir leur participation active dans la lutte pour l'indépendance de leur pays, ainsi que leur mobilisation contre les codes de la famille qui visaient à les renvoyer à leurs foyers. Cette lutte trouve son prolongement naturel dans l'immigration, pour une meilleure prise en compte des droits des femmes immigrées. Le contexte sociopolitique récent, marqué par les affaires du voile et par les débats qu'elles ont suscités dans l'espace public, place les femmes immigrées ou héritières de l'immigration au cœur des questionnements sur l'intégration. Tantôt encensées comme clef de voûte de l'intégration, tantôt décriées comme celles par qui la société française régresse.... Du fait du rapport de violence constant entre adolescents, le principe même d'égalité entre filles et garçons semble sérieusement remis en question. Alors, je m'interroge sur ce

que nous transmettons à nos filles. Cette exposition met en lumière les luttes des femmes immigrées et héritières de l'immigration, et réinterroge le féminisme sur ses limites actuelles. Face à l'ethnisation des opinions et à l'assignation identitaire, nous sommes nombreuses à nous mobiliser, au-delà de nos choix personnels, politiques et religieux.

Engagement

Difficile à traduire, l'engagement est une notion qui renvoie à celle de libre arbitre, à la capacité de se projeter dans sa vie en tant qu'acteur principal. Face à une lecture culturaliste de la situation des femmes minoritaires, en m'employant à dénoncer un sexisme attribué à leur prétendue culture d'origine, j'ai voulu que des femmes immigrées témoignent de leur attachement à ce contre-discours, à la fois féministe et antiraciste. Leur engagement s'illustre par leur dynamisme associatif, ce sont des bâtisseuses d'association et des tisseuses de lien social. Elles écrivent l'histoire sociale de Marseille au présent, à travers l'engagement qui est le leur. Drômoises, Alsaciennes, Parisiennes, des Flamants ou de l'Estaque, toutes, Marseillaises de cœur et d'adoption, elles ont l'engagement au cœur de leur vie personnelle, professionnelle et militante. Elles ne sont ni dupes ni naïves de l'instrumentalisation politique qui est faite autour des nouvelles icônes de la discrimination positive, censées leur montrer la voie à suivre. C'est dans un esprit de sororité que j'ai souhaité témoigner avec elles de nos luttes. A leur rencontre, j'ai découvert un nouveau visage de Marseille, fait de courage et de non-résignation.



ZEHIRA MAASKRI

Véritable baromètre des cités, Zehira Maaskri est une femme-étendard, une figure de mère courage méditerranéenne. Altruiste, elle est à l'origine de la création de nombreuses associations, telles que le centre social des Flamants et l'association *des femmes des Flamants*.

Immigration

Au sortir de la guerre d'Algérie, je débarque à Marseille où mon mari m'attend. J'arrive de Châteaudun-du-Rhumel, dans des conditions très difficiles. Débarquée à Marseille, je n'ai ni toit ni argent... Avec mes deux enfants, je marche de la Joliette à la Sauvagère. Après 24 heures de bateau, sans eau ni repas, nous sommes accueillis au bidonville de la Sauvagère. Dans ces baraquements, nos conditions de vie sont effroyables. A l'époque, nous n'avons bénéficié d'aucune aide sociale. J'ai été mise à l'abri avec ma famille, à l'église de la Capelette. Nous avons vécu dans le plus grand dénuement. De 1963 à 1967, nous vivons dans les baraques. Mon mari n'a trouvé un toit qu'en 1967. Il travaille chez Couderc, comme manœuvre, il gagne cent francs ; au bout de nombreuses années, il devient cariste.

J'arrive aux Flamants en 1973 : il y a 899 logements pour 3500 personnes dont plus de la moitié ont moins de vingt ans. Marseille accueille des populations regroupées, pour la plupart, dans des territoires enclavés, comme les Flamants. Mon engagement se porte sur les personnes qui se retrouvent à la rue. Cela m'était insupportable. Je l'ai vécu à mon arrivée à Marseille, la rue, avec mes

enfants, et aucune main tendue. La cité semble sortie au milieu de nulle part. Si les logements offrent des conditions de confort correctes, l'environnement est nu.

En 1977, je fais la rencontre de Christian Pesci, à l'époque animateur de rue aux Flamants. Il n'y avait aucun lieu d'accueil dans le quartier. Cette rencontre a été décisive pour nous tous. Avec lui, je mets en place le premier espace d'accueil et d'écoute des jeunes du quartier. Nous créons le premier centre social chez moi. Nous accueillons les jeunes, nous mobilisons les parents sur l'assiduité scolaire. A nous deux, nous nous sommes portés garants de la bonne conduite du projet auprès de l'OPAC qui met à notre disposition deux espaces, dont un rez-de-chaussée.

Ce deuxième local qui nous est confié par l'OPAC, je propose d'en faire un lieu de prière où les hommes pourront se retrouver et partager leur spiritualité. Une collecte solidaire permet par la suite l'aménagement du lieu. A l'époque, il n'y a que deux lieux de prières musulmans, les Flamants et Font Vert.

Le combat pour l'école a été l'un des premiers. En 1973, il n'y a pas d'école aux Flamants. Nos enfants se voient refuser l'accès à l'école du Mail, où certains habitants refusent notre présence. Nous devons

faire des kilomètres à pied et dans la boue – il n'y a pas de trottoir – pour les emmener à l'école de la Busserine qu'ils fréquentent pendant un an et demi, mais le matin seulement. La confrontation avec les rapatriés et certains Français a parfois été houleuse. Nous allons manifester à l'inspection académique pour exiger une école. Les stages à répétition et les emplois précaires illustrent l'impasse de toute une génération, reléguée dans des territoires enclavés. Je ne pouvais me résigner à ce que nos enfants se détournent de l'école. Une fois l'école des Flamants ouverte, j'assure la médiation entre parents et enseignants, en lien avec une institutrice, Christiane Fouret. L'école s'ouvre aux parents d'élèves, y compris étrangers. Disposant de la nationalité française, je fais de l'entrisme dans les associations et représente de fait les familles étrangères au sein des instances. Avant 1981, les étrangers ne peuvent créer des associations dans les mêmes conditions que les Français. J'ai garanti la participation des habitants au sein de l'association des locataires des Flamants, où je m'emploie à préserver la mixité des bâtiments, parfois en luttant contre la politique de l'OPAC. Le développement des relations entre communautés italienne, espagnole et algérienne contribue à faciliter le vivre ensemble.

Genre

Etre analphabète, c'est tout le contraire de bête. L'accès au savoir est un enjeu fondamental mais aussi une source de satisfaction immense pour les femmes. Sortir de l'illettrisme est une victoire pour les femmes qui sont demandeuses de nombreuses activités. Les actions menées avec le Planning familial contribuent également à éveiller les consciences, à mettre des mots sur le rapport au corps. Nous fondons notre espace dédié, *l'association des femmes des Flamants*, où nos actions sont tournées vers l'accès à la santé, au savoir, à la culture et à l'émancipation des femmes. Nous nous sommes mobilisées pour notre accès à la contraception. Les femmes étaient nombreuses à « subir » des grossesses à répétition. Après neuf mois et quarante jours, nous étions de nouveau enceintes... A l'époque, les médecins ne nous étaient d'aucune aide. Ils nous disaient « Madame, il n'y a rien à faire... pour vous, il n'y a qu'à faire attention... ». Cette attitude m'était insupportable ! Plus tard, nous avons développé d'autres activités militantes. Nous sommes montées à Paris, en solidarité avec les femmes algériennes, contre la proclamation du code de la famille, en Algérie. C'était en 1984 et ce fut une belle façon de découvrir Paris. Il a fallu convaincre les maris de l'importance de laisser leurs épouses s'engager dans une vie sociale, dans l'intérêt de leur famille. Par la suite, je découvre Alger à 45 ans, à l'occasion d'un échange avec les femmes algériennes. Dans les cités, ce sont les femmes qui se sont le plus mobilisées. Nos maris étaient, au mieux, investis dans leur travail et nous avions la charge des enfants et du foyer, ce qui nous a amenées à aller à la rencontre des autres, à développer des réseaux de solidarités informels, entre mères et entre voisines. Je ne peux pas être insensible au malheur des autres. Ce qui m'a fait beaucoup de mal, c'est l'évolution de ces quartiers, progressivement investis par d'autres acteurs, contre lesquels nos actions sont sans impact.

Engagement

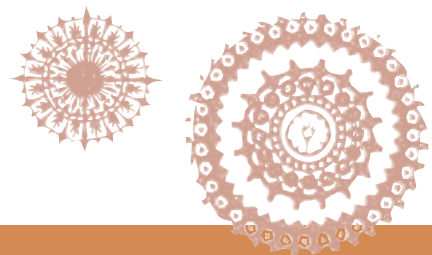
L'assassinat de Lahouari Ben Mohamed par le CRS Taillefer, à la cité des Flamants, le 18 octobre 1980, a révélé l'existence des violences racistes et policières. L'enclavement de nos quartiers et le mépris envers leurs populations cristallisent les colères. Cette bavure policière nous a encouragées à investir la Canebière pour manifester. J'ai conduit cette manifestation sans précédent. En tant que mères de famille, nous exigeons que nos enfants ne soient plus les victimes de violences policières et racistes. C'est un évènement fondateur de notre mobilisation. La Marche pour l'égalité et contre le racisme démarre des Flamants le 3 décembre 1983, en hommage au jeune Lahouari Ben Mohamed abattu. Son meurtrier est condamné par la cour d'assises d'Aix-en-Provence à dix mois de prison, dont quatre avec sursis...

En réponse aux crimes racistes et aux bavures policières de ces années, certains jeunes se révoltent. A l'intérieur de la cité, il faut gérer ce vent de révolte... Le leitmotiv des jeunes se résume à « Que valons-nous, quel est notre poids dans la société ? ». Le contexte de l'époque est difficile. Il fait suite au gouvernement Giscard qui a systématisé les opérations « coup de poing ». Les cités sont mises en quarantaine : elles sont fermées et subissent des descentes régulières de CRS. Les forces de police mettaient les enfants dos au mur et exigeaient les papiers des plus grands, les cartables étaient jetés dans les caniveaux, sans parler d'autres humiliations. Mobiliser les

jeunes sur des activités associatives relevait du miracle. Avec la création d'un lieu d'expression artistique, le Théâtre des Flamants, les jeunes racontent cet acte, à la fois fondateur et dramatique que représente l'assassinat de Lahouari.

Mobiliser la colère des jeunes est passé par l'émergence du réseau associatif. Il fallait proposer des activités et canaliser les énergies. Notre action a eu un effet démultiplicateur, les jeunes se sont saisis de l'outil associatif. Aujourd'hui, les Flamants est l'un des territoires les plus denses en matière associatif.

Les premiers effets des drogues dures ne se font pas attendre et cette jeunesse subit une véritable hécatombe. Les mères de famille ne se découragent pas. Elles se confrontent à la police, vont dans les commissariats et tentent de sauver les jeunes dont certains sombrent inexorablement dans la délinquance. Cause perdue ? Aujourd'hui, nous vivons une forme de renoncement. Le terrain semble laissé en friche par les services sociaux et les institutions, les jeunes sont perméables aux sirènes de la consommation et du « prêt à penser religieux ». C'est dans ce contexte global d'exclusion et de pauvreté que doit être évoqué le problème des trafics et recels qui se sont développés dans les quartiers, une journée de " bizness " dépassant parfois, de loin, le montant du RMI mensuel. Quel adolescent, socialement et psychologiquement fragile et pauvre, résistera à la tentation, pour sortir de la stigmatisation, porter des " marques ", conduire un véhicule ? Quel jeune, dans un contexte de grande précarité, ne voudra pas aider sa famille à survivre ? Les discriminations successives, à l'école, à l'emploi, ont également poussé certains jeunes vers le désespoir. Quel gâchis !





Hadda BERREBOUH

Le 16 mai 2008, paraît le décret nommant Hadda Berrebouh chevalière de l'ordre national du Mérite pour près de 45 ans d'activités professionnelles et associatives.

Dans les années 80, la drogue ravage les quartiers. Hadda se mobilise en fondant l'association *Les amis de l'espoir*.

Engagement

Le calme relatif de nos cités doit beaucoup à la douceur méditerranéenne, aux arbres, aux petits coins de verdure qui s'opposent au béton concentrationnaire. Mais il s'explique surtout par une originalité marseillaise, la multiplicité des associations qui assurent un lien social dans les quartiers.

On a créé un maillage associatif qui assure une certaine paix sociale. Aux Flamants, cité de 2500 habitants, il est important que les jeunes puissent prendre des initiatives. Si on casse le tissu associatif, il n'y aura plus les moyens de canaliser la violence.

Parmi les trafics, il en est un, le trafic de drogue, dont les conséquences revêtent une gravité particulière. Lorsque ma meilleure amie perd son fils d'une overdose, je réalise que notre investissement doit se porter en direction des familles et notamment des mères de toxicomanes. L'usage des substances illicites que sont les stupéfiants continue à être réprimé au même titre que la détention ou la cession, même si, dans la pratique, la loi n'est plus aussi rigoureusement appliquée. L'usager de drogue, contraint de pourvoir à sa propre consommation par des moyens illégaux, commet un grand nombre d'infractions pénales contre les biens et les personnes. Tout usager devient un "dealer" potentiel.

Les familles de toxicomanes ont été dans un dénuement terrible, face

à leurs enfants. Nombreux sont ceux qui sont morts d'overdose ou du sida. L'enjeu *des Amis de l'espoir* consistait à renouer le dialogue entre les parents et leurs enfants. *Les Amis de l'espoir* étaient surtout des « amies ». Les mères se sont beaucoup plus investies que les pères. Le renfort de Yamina Bencheni, éducatrice spécialisée, a été précieux.

Les pouvoirs publics ont mis du temps à considérer l'usage de la drogue comme un problème de santé publique et de mal-être individuel et social. Un parti pris de chasse aux usagers de stupéfiants a, de plus, été l'un des facteurs de propagation du sida par les seringues usagées. Une génération entière de jeunes du quartier, parmi lesquels une grande proportion de jeunes issus de l'immigration, a ainsi été décimée dans une ignorance et une indifférence quasi générales.

Point positif, l'engagement associatif se transmet de génération en génération. Mes enfants ont également développé la fibre associative. Ils s'occupent de prévention en direction des jeunes de 10 à 17 ans. *Energy jeunes* réunit les jeunes du quartier et *Messag* propose des activités culturelles aux jeunes filles du quartier. Je suis heureuse d'avoir passé le témoin.



Ouardia BELARBI

Militante associative très impliquée sur le territoire de l'Estaque, Ouardia Belarbi est une figure de l'engagement sur et dans le quartier. De la vie à Pasteur, elle conserve les valeurs d'entraide et de solidarité entre habitants. Fille de l'éducation populaire, elle contribue à développer les actions d'animation en direction des enfants. Elle participe à la création de l'association des parents d'élèves du groupe scolaire de l'Estaque-Gare. Aujourd'hui, elle poursuit son engagement à travers l'association *Les Mains unies*.

Genre

Ma mère est arrivée de Kabylie en 1960, pour rejoindre mon père. De Barbacha à Pasteur, nos parents reconstituaient leur village kabyle. Je suis issue d'une fratrie de dix enfants. Je suis née le 18 juin 1959, à l'ancienne clinique de l'Estaque qui est aujourd'hui devenue un hôtel. Très tôt, j'ai eu des responsabilités familiales car je suis l'aînée des filles. Je quitte le collège en 3e, pour soutenir ma mère souffrante dans les tâches domestiques. Au sein du bidonville, j'assume un rôle de relais entre parents et enfants. Progressivement, l'ADRI (Association pour le développement des relations interculturelles) s'implique à Pasteur et me propose un poste d'animatrice. La plupart des enfants ne partaient pas en vacances. Mon engagement a favorisé la confiance des parents et permis à de nombreux enfants de Pasteur de bénéficier d'activités périscolaires. Le local de l'ADRI devient un lieu de convivialité et de lien social, un café social pour les femmes qui se l'approprient et sortent ainsi de leur isolement.

Comme de nombreuses filles de ma génération, j'ai connu le passage du « mariage arrangé ». Une union sans amour qui s'écourte rapidement et me donne une merveille, ma fille. Je reviens en 1981 à l'Estaque et reprends mon bâton de pèlerin pour développer l'animation de quartier. Aujourd'hui, je m'occupe de la cuisine, à la crèche parentale de l'Estaque, l'association *le Cabanon des minots*.

Immigration

Mon père est arrivé en France dans les années 50, pendant l'Algérie française. Il arrive de Barbacha, un petit village près de Bougie (Béjaïa). Il a travaillé aux Ciments Lafarge, comme la plupart des

immigrés kabyles de l'Estaque. Nous vivions à Pasteur, dans un grand dénuement matériel mais avec une entraide proportionnelle à l'adversité que nous partagions entre immigrés. J'aime raconter pourquoi mon père n'a pu assister à ma naissance en 1959. A l'époque, la guerre d'Algérie fait rage et les « événements » se déroulent aussi en métropole. Dénoncé par quelqu'un, mon père reste emprisonné plus de neuf mois, comme plusieurs centaines d'Algériens suspectés de nationalisme, dans un centre d'internement sur le plateau du Larzac. La police est venue le chercher sur le chantier où il travaillait, celui de la future cité Bellevue. Les Français nord-africains en métropole ont joué un rôle important de soutien à l'indépendance et ont payé cher pour cet engagement. Incontestablement et sans que cela soit jamais évoqué oralement, nous l'avons toujours su. Enfants d'immigrés, nous avons été les témoins longtemps silencieux du prix à payer pour combattre l'oppression et le racisme.

Dans la guerre qui a opposé le colonialisme français au nationalisme algérien, la manipulation et le renseignement ont joué un rôle important. On a su par la suite que le réseau de la Fédération de France de la région « Sud » était infiltré. Mon père, comme de nombreux immigrés, était collecteur pour le FLN mais refusait d'appliquer certaines méthodes. Longtemps, j'ai entendu parler des meurtres pour l'exemple, notamment celui de la Galline... Un père de famille s'était fait abattre par le FLN. Nos pères étaient peut-être analphabètes mais également des militants anticolonialistes. Ils avaient connu l'époque coloniale et travaillé très jeunes, au service des colons. La métropole apparaissait comme plus juste, avec la possibilité de travailler, de se former, de s'affranchir de l'asservissement vécu sous le joug colonial. Cependant, ils

n'attendaient rien des patrons. A Pasteur, chacun aidait l'autre à bâtir sa maison et cet ensemble d'habitations auto-construites formait un véritable noyau villageois que se partageaient Kabyles, Italiens et Espagnols.

Engagement

L'école de l'Estaque-Gare a pu être construite sur le terrain des Fenouil, une famille propriétaire d'une fabrique de tuiles. Elle a failli être détruite dans les années 1980 mais la directrice de l'époque a mobilisé les parents pour que les effectifs soient maintenus et que l'Etat s'engage à réhabiliter le bâtiment. Nous avons développé la participation des parents au sein de l'école en favorisant l'implication de ceux issus de l'immigration, maghrébins, gitans et autres. Dans les années 80, l'éducation populaire bénéficie encore de moyens pour accueillir et former les jeunes des quartiers populaires. Avec LPM (*Loisir Provence Méditerranée*), les enfants de Pasteur ont accès aux vacances qui se déroulent au centre de Biabaux. Permettre l'accès au loisir pour tous n'est pas un slogan vide de sens. *Les Mains unies* est une association qui incite à l'entraide et à la solidarité entre les personnes vivant à l'Estaque. L'animation de la vie sociale revêt un caractère essentiel dans ce quartier au moment où les populations évoluent et où la mixité et le brassage des différentes catégories sont au cœur du vivre ensemble. Les symptômes du déclin économique sont encore là et déjà se dessinent de nouvelles configurations urbaines qui doivent prendre en compte les besoins de chacun. Nous restons vigilants, car l'arrivée de populations plus aisées ne doit pas occulter la présence de populations économiquement et socialement vulnérables.



LEÏLA YAHIAOUI-TADROS

Spécialiste des sciences de l'éducation, Leïla Tadros a mené de nombreuses recherches sur Marseille. Sa militance est emblématique des engagements internationalistes de sa génération, celle des peuples en lutte pour leur auto-détermination. Aujourd'hui, elle poursuit son engagement à travers différentes associations, notamment celles qui soutiennent le peuple palestinien

Immigration

Je suis née à Marseille en 1958, à la maternité de la Belle-de-Mai. Mon père est originaire de Bougie, en Kabylie, et ma mère de Sétif, près de Constantine. Originalité familiale, mes parents n'ont pas immigré conjointement. Ils se sont rencontrés à l'Estaque. De l'Estaque, je garde le souvenir de notre petite maison de la rue Pasteur, un petit deux-pièces avec des lits superposés, fabriqués par Papa, pour les neuf enfants. Mes parents se marient en 1961 à la mairie de Marseille. Mon père sympathise avec le Parti communiste français et milite à la CGT. Il a été formé par l'intermédiaire d'un républicain espagnol du nom de Campos. Il était fier de son métier à Rivesaltes. Diplômé, il a vécu dix ans dans le sud-ouest. Fan de cyclisme et de Poulidor, il faisait partie de la Fédération sportive de la CGT. Il était maçon et a terminé sa carrière aux Travaux du Midi.

A Marseille, pendant la guerre d'Algérie, il milite dans une section immigration du FLN, sous le nom d'Abel le marocain. Il est trésorier de la section FLN de l'Estaque mais refuse ses méthodes « moralistes ».

Il luttait contre la légitimation « religieuse » de la lutte pour l'indépendance. Il s'affirmait athée et non pratiquant. Or le FLN pourchassait les fumeurs, les buveurs, ceux qui ne pratiquaient pas le *ramadhan*, et punissait ceux qui ne s'y soumettaient pas. Et puis l'Estaque c'était un village kabyle reconstitué, il n'y avait pas d'anonymat. La rue Pasteur réunissait beaucoup de familles kabyles et la concentration de personnes issues des mêmes villages contribuait à maintenir ces populations dans des mœurs assez conservatrices. L'engagement de mon père était internationaliste, humaniste et anti-impérialiste. Ma mère, Laâmria Kemla, est arrivée en France en 1955. Elle fuit Sétif où elle a été mariée de force à 13 ans. Orpheline, elle est issue d'une fratrie de six enfants. Elle est placée à six ans, comme « boniche » chez des Français, pour soulager les charges de famille de sa mère, veuve. Femme divorcée, elle a peu de perspective à Sétif et finit par quitter le pays. Elle arrive à l'Estaque, après être passée à Lyon et à Metz, pour travailler dans une pension pour ouvriers de l'Estaque-Gare, où mon père était résident. Ils tombent amoureux, se marient et s'installent rue Pasteur.

Dès 12 ans, je me mobilise sur différentes actions avec les animateurs de la JOC, sœur Elisabeth et Francis Lesme. Nous disposions d'activités de loisir, dans le patronage à l'église de l'Estaque. La JOC, c'est le partage, l'entraide et la solidarité, sans le prosélytisme. Les prêtres ouvriers et les sœurs font partie de notre histoire. Aucun parti ne se préoccupait des immigrés du quartier, à l'époque.

Genre

Ma vie militante commence avec mon entrée au lycée Montgrand. J'y retrouve mes frères de « classe » qui s'inscrivent dans la même démarche que moi : apprendre la langue arabe. Je poursuis mes études à Aix-en-Provence et m'inscris en sociologie. Je réside à la Cité universitaire. Je dispose de ma propre chambre mais nos conditions d'étudiants étrangers, enfants d'immigrés, sont difficiles. En effet, l'État français ne nous accorde pas de bourse. Nous avons des luttes spécifiques d'étudiants et d'enfants d'immigrés algériens à mener. Nous militons pour que les étudiants algériens, enfants d'immigrés, aient droit à une bourse de la part de l'État algérien. En

vain ! Tous ceux qui sont arrivés à l'université après 1977 ne disposeront d'aucune bourse. Tous les étudiants algériens travaillent donc pour payer leurs études.

Cette période, de 1975 à 1980, voit alterner les mesures restreignant le droit au séjour et celles relatives au retour des immigrés. Le mythe du « retour » est encore présent et notre identité d'algérien est en lien avec ce contexte d'adversité. L'acquisition de la nationalité française n'est pas vraiment d'actualité. Je tiens bon, jusqu'au DEA. Roger Étable est l'un des enseignants qui m'ont soutenue dans mon parcours d'étudiante. Il est auteur de *l'École capitaliste en France*, ouvrage qui analyse le système d'enseignement qui empêche la mixité scolaire et sociale. Mon DEA porte sur les parcours d'insertion des jeunes collégiens, d'origine maghrébine, de l'Estaque. En maîtrise, j'effectue une recherche sur les ouvriers marginalisés dans les usines de dattes à Marseille. Mon travail, sous la direction de Danielle Bleitrach, s'intitule *Ouvriers de métier, ouvriers marginalisés, le cas des ouvrières de Micasar*. Jusqu'en 1984, j'imagine « rentrer » travailler en Algérie pour enseigner la sociologie. A cette période, nous vivons dans une sorte de provisoire qui dure... Je n'ai pris conscience que dans les années 90 que ma vie était et se ferait en France.

Engagement

Mes premières relations avec des organisations s'effectuent au sein de l'UNCAL (*Union nationale des comités d'action lycéenne*), proche du Parti communiste français. Je m'inscris dans les luttes des jeunes françaises de ma génération, pour la défense du droit à l'avortement avec les groupes femmes du MLF. En parallèle, je fréquente le club des jeunes de la rue Saint-Jacques, de l'Amicale des Algériens en Europe. Avec le passage à l'université, la lutte prend une dimension internationale. Je milite au sein du collectif Palestine, au comité de lutte contre la répression au Maroc, à l'UNEF, à l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne)... A ce moment précis, je suis approchée par le PAGS (Parti algérien de l'avant-garde socialiste, ex-PCA). Je suis toujours de nationalité algérienne. Je m'inscris dans les luttes anti-impérialistes de ma génération. La revendication du droit à l'auto-détermination des peuples est à l'origine de mon engagement pour la Palestine. Cet engagement est directement lié à mon analyse politique de la situation internationale et non à une solidarité « mécanique » en tant qu'arabe. Réduire cet engagement à une appartenance ethnique ou religieuse et refuser d'envisager l'universalité de la cause palestinienne constitueraient une erreur d'analyse fondamentale. Mobiliser l'opinion publique française et internationale sur le drame que vit le peuple palestinien, depuis plus de 60 ans, ne doit servir aucune autre cause. C'est un devoir civique.

C'est dans cet esprit que je contribue à fonder *l'association France-Palestine d'Aix-en-Provence*, dans les années 80, je deviens même porte-parole du Front démocratique de libération pour la Palestine, son représentant ne pouvant s'afficher en public. Dans les manifestations, je lisais ses communiqués et je distribuais leur journal. Parallèlement à mon emploi, je poursuis mes engagements syndicaux et politiques ; avec quelques étudiants de l'UNJA, je fais du soutien scolaire et de l'animation dans les quartiers populaires d'Aix-en-Provence (Corsy, le ZAC, Besson...). Il est toujours important pour moi de garder le lien avec les quartiers. En 1990, je me réinstalle à Marseille, je travaille dans la formation de jeunes adultes et je milite à *l'Association médicale franco-palestinienne*, puis participe à la création du *Rassemblement pour l'Algérie des femmes démocrates* (RAFD), en soutien avec les femmes algériennes en lutte contre l'intégrisme. Je « réintègre » la nationalité française en 1993. En 2004, je rejoins AJIAL, une association de soutien aux réfugiés palestiniens du Liban. L'actualité nous montre chaque jour combien cette solidarité est indispensable aux palestiniens et à tous ceux qui souhaitent aboutir à une paix juste.



FERTEN DJENDOUBI

Ferten Djendoubi est juriste au CIDF phocéen mais, davantage encore, c'est une militante pour le droit des femmes, notamment celles qui subissent l'application des législations de leur pays d'origine en France. Au lendemain du 21 avril 2002, elle s'engage au sein du Parti socialiste. Conseillère d'arrondissement dans les 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, elle est en charge des droits des femmes et de l'égalité.

Genre

Je suis française de parents tunisiens. C'est à Colmar, très jeune, que j'ai appris par mes camarades priant « le petit Jésus » que j'étais musulmane. Je pense qu'il s'agit de mon premier souvenir d'altérité... Je suis la sixième dans une fratrie de sept enfants. C'est au sein du cercle familial que j'expérimente la démocratie en testant mes choix et mes projets. Dans de nombreuses familles, y compris la mienne, le parcours migratoire engendre une rupture dans le couple parental. Le père continue de croire au retour, réalise parfois son « fantasme », alors que la mère est ancrée en France, auprès de ses enfants puis de ses petits-enfants. Le socle fraternel m'offre un espace de concertation pour mes projets professionnels et personnels, une sorte d'agora où je peux tester mes choix et mes projets... Cette solidarité vécue dans le premier cercle de socialisation qu'est la famille m'a permis de dépasser les obstacles d'abord psychologiques puis matériels qui peuvent amener une personne à renoncer. Mon frère aîné, Hedi, a eu un rôle très important pour moi. Je le suivais sur les terrains de foot comme sur les chemins de l'éducation populaire. Très à l'écoute de l'actualité internationale, militant d'*Amnesty International*, il contribue à éveiller ma conscience politique dès ma douzième année. Mais ma mère a aussi beaucoup compté. Sa manière

de nous stimuler consistait à répéter « Vous ne vous marierez pas avant d'avoir fini vos études... ». Un jour, mon troisième frère, Marlez, m'offre *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir. Intimidée, je rougis car je pense alors qu'il s'agit d'un livre érotique. C'est avec Marlez que je partage ma première expérience militante, au sein de l'association qu'il contribue à fonder à Colmar, *Bouge ta galère*. Je réalise que beaucoup de personnes ne revendiquent pas leurs droits car elles ne les connaissent pas...

Immigration

Ma conviction est qu'en tant qu'enfants d'immigrés, nous ne sommes ni tunisiens, ni maghrébins, nous sommes des bi-nationaux. Dans l'enfance et parfois en tant que jeune adulte, on partage le « sort » de nos parents, celui des déracinés. La difficulté de la société française à nous nommer « Français » a contribué à entretenir ce sentiment d'illégitimité. Tous les cas de figure existent : ceux qui s'affirment « citoyens du monde », ceux qui refusent de se prononcer, ceux qui affirment n'avoir besoin de personne pour se déterminer et puis ceux qui cherchent jusqu'à la fin de leur vie... Les « retours » au pays d'origine sont d'excellentes occasions de prendre conscience de

notre propre francité. Quand on me parle d'intégration, j'ai envie de « désintégrer » tout le monde ! Nous sommes Français, certes héritiers d'un legs familial qui comprend le parcours migratoire, mais fondamentalement Français.

Engagement

Pour mener les actions de protection, au *Centre d'information pour les droits des femmes* (CIDF), en direction des femmes immigrées, je me réfère au droit de la famille et au droit des étrangers. J'ai la chance de trouver dans ma vie professionnelle l'équilibre nécessaire, qui correspond à mon engagement militant pour la cause des femmes. Mais l'approche associative a également des limites : je me suis engagée au sein du PS au lendemain du 21 avril 2002. Mon étiquette de « candidate de la diversité » m'exaspère mais cela ne doit pas nous faire renoncer à l'engagement politique. Mon propre engagement est simple : il est humaniste avant d'être féministe, il est en lien avec mes aspérités, et avant tout avec mes origines sociales. Je suis la fille d'un ouvrier, d'un maçon tunisien, d'un prolétaire : voilà où je puise ma mobilisation pour le droit, dans mon expérience des discriminations racistes, sexistes et de classe.



HOURIYA MEKRELOUF

Dans le sillage de son père, Houriya Mekrelouf est une figure du militantisme. Présidente du comité du *Mouvement contre le racisme et pour l'égalité entre les peuples* de Vitrolles, elle est aussi membre du collectif *13 Droits des femmes*. Elle a été à l'initiative du *Rassemblement pour l'Algérie des femmes démocrates*, en solidarité avec les femmes algériennes, victimes de l'intégrisme.

Immigration

En Algérie, toutes les filles nées à la date de l'indépendance s'appellent Houriya, qui veut dire liberté en arabe. Je suis née à Montélimar, le 3 décembre 1961, de parents algériens, nationalistes. Mon père n'est pas simplement travailleur immigré, c'est un messaliste, membre de l'Étoile nord-africaine, association fondée en France, en 1927, autour du leader nationaliste Messali El Hadj. Il poursuit son engagement au sein du PPA (Parti populaire algérien), créé en 1937 après l'interdiction de l'Étoile nord-africaine par le Front populaire. Ce mouvement, vite contraint à la clandestinité, sombre dans les luttes fratricides. A l'époque, Montélimar constitue une base de repli. Mon père est donc venu en France pour militer dans les années 1940, pour organiser la révolution et prélever l'impôt révolutionnaire. L'immigration algérienne a financé la révolution pour l'indépendance.

Je suis la quatrième de neuf enfants et notre fratrie a grandi au cœur de l'engagement militant pour l'indépendance. Analphabète, notre père nous faisait lire et corriger les tracts. Petits, nous répétions « Vive l'Algérie libre et démocratique »...

En 1974, je découvre l'Algérie. J'imaginai un pays merveilleux, à l'image du discours idéalisé de mes parents. Une fois sur place, j'ai vite déchanté... Mes parents souhaitaient que notre propre réussite scolaire et professionnelle serve à reconstruire l'Algérie. J'ai mis du temps à devenir française, au regard du parcours de mon père. Pour lui, l'obtention de la nationalité algérienne a été une lutte. C'était un acquis extraordinaire, un aboutissement. Difficile de lui dire « oui, je veux devenir française »... La nationalité française a longtemps été celle du colon, de celui qui, dès son plus jeune âge, l'avait traité en « esclave ». A chaque fois, je reculais

donc le moment de le lui annoncer. Cela explique que j'opte très tard pour la nationalité française. Mais continuer à militer pour les droits civiques sans être soi-même citoyenne, c'est un paradoxe...

Genre

Dans la cité HLM de mon enfance, il y avait différentes populations, ce n'était pas des quartiers monocolores : il y avait des Italiennes, des gitanes, des Algériennes... A l'adolescence, j'étais un peu rebelle. Je voulais faire des études, m'émanciper. Dans ma génération, les jeunes filles se retrouvaient souvent mariées, y compris dans les autres communautés. Au lycée, je quitte le foyer pour suivre mes études en Arles. C'était le seul lycée où l'on pouvait apprendre l'arabe mais aussi une excellente occasion d'opter pour l'internat. Plus tard, à Aix, j'obtiens une licence en sociologie. La vie étudiante est merveilleuse mais beaucoup plus difficile lorsqu'on doit travailler. A l'université, je rencontre des formateurs qui vont aider à mon insertion professionnelle. Je suis formatrice en insertion sociale et professionnelle depuis 19 ans. Je m'engage au MRAP, suite au choc généré par le meurtre de Malik Oussekin, cet étudiant d'origine algérienne assassiné par les forces de l'ordre, le 6 décembre 1986, lors d'une manifestation étudiante à Paris.

Engagement

Je fais la rencontre de Baya Bouhoune-Jurquet, présidente du MRAP, militante féministe et figure de proue de la résistance au colonialisme en Algérie. Une femme algérienne, d'âge mûr, athée, communiste et fondatrice, en Algérie, du *Mouvement nationaliste des femmes algériennes*. Une femme extraordinaire. J'ai développé ma militance féministe avec elle. Nous avons mené la lutte pour

l'abrogation du Code de la famille, en Algérie. Nous avons une sorte de filiation militante. Elle est partie en 2007.

Cette rencontre est fondamentale dans mon parcours personnel et militant. Baya fait le lien entre le combat mené en Algérie pour l'indépendance et ceux qui restent à mener en France contre le racisme. De foyer révolutionnaire des années soixante, l'Algérie s'est progressivement muée en dictature et en société du renoncement. Pendant une dizaine d'années, la décennie noire qu'a connue l'Algérie, nous nous sommes mobilisées contre l'intégrisme mais également contre les manipulations du pouvoir algérien. Avec la création du RAFD (*Rassemblement pour l'Algérie des femmes démocrates*), nous avons organisé la solidarité et nous avons accueilli des femmes algériennes, victimes du terrorisme. Cette forme de militance n'est plus d'actualité mais il faut savoir que les associations de femmes en Algérie ont été « cassées ». La lutte féministe en Algérie a beaucoup souffert de ces événements. Certaines femmes ont opté pour le gouvernement... Alors que ce pouvoir, c'est la « Concorde civile », l'amnistie des crimes des islamistes...

Avoir plus d'ambition que de conviction, c'est aussi une réalité française. Toutes ces icônes de la discrimination positive qui servent de « symboles » sont pour moi incompréhensibles. Aujourd'hui, je suis vigilante car les militants sont de plus en plus criminalisés. Je me mobilise contre des initiatives comme les fichiers Edwige et la base Elèves de l'Éducation nationale. Au MRAP, notre rôle est de fonctionner comme un contrepouvoir. Eriger la délation comme système de contrôle social constitue une attaque manifeste contre les libertés individuelles. Aujourd'hui, mon analyse est que le citoyen est attaqué sur tous les fronts...



KARIMA BERRICHE

Sociologue, Karima Berriche est directrice de l'Agora, le centre social qui trouve ses racines dans celles de l'ASCQB. Héritière des valeurs de l'éducation populaire, elle met en pratique les enseignements de Michel Anselme, qui invitait à développer la concertation et la participation des habitants.

Immigration

Je suis née en 1961 aux Pennes-Mirabeau, de parents algériens, originaires de Khenchela dans les Aurès. Je suis la troisième d'une fratrie de neuf enfants. J'ai grandi dans le noyau villageois de Tante Rose. A leur arrivée, mes parents ont débarqué au Grand Saint-Barthélemy, l'un des plus grands bidonvilles de Marseille. A l'époque, il abrite plus de six mille personnes et est majoritairement composé de Chaouis. Nous quittons les Pennes-Mirabeau, en 1971. A cette époque, les tensions sont vives. En 1973, suite au meurtre du chauffeur de bus Emile Gerlache par un déséquilibré algérien, Salah Bougrine, Marseille connaît une vague d'assassinats racistes sans précédent. Mes parents envisagent sérieusement le retour en Algérie. Ce drame ayant radicalisé la situation entre Marseillais et immigrés algériens, la cohabitation est plus difficile. Après un passage par le Parc Kalliste, ma famille emménage en 1979 à la Busserine. Je ne m'investis pas tout de suite dans le quartier, je réussis le bac en 1980 et m'inscris à la faculté d'Aix-en-Provence, où je dispose d'une chambre dans une résidence universitaire. Je valide un DEA de sociologie et cherche du travail.

Genre

Ma formation m'a permis d'avoir un regard critique sur la société et de déconstruire les mécanismes de domination. Je suis très prudente, très vigilante avec les discours publics sur la question des femmes immigrées ou héritières de l'immigration. Aujourd'hui, nous sommes

très « courtisées » dans le jeu politique local. Je crois que les portes qui s'ouvrent trop vite et sur des critères « ethniques » ou de « sexe » ne garantissent rien de durable. La chute n'en est généralement que plus douloureuse. Nous devons nous interroger sur comment et pourquoi on entre en politique, quels sont les garde-fous contre l'instrumentalisation d'une catégorie ou de l'autre... Ma priorité reste la lutte contre la pauvreté. Je suis sensible à ces questions et reste mobilisée contre toutes les formes de communautarisme et de discrimination. Ma lutte pour l'égalité homme-femme s'inscrit dans celle des quartiers et dans le combat contre toute forme d'exclusion.

Engagement

J'ai rencontré Michel Anselme, à la section nord-sud de la Ligue des droits de l'homme. Ce sociologue marseillais est l'un des pionniers de la politique de la ville en France. Avec Fatima Nasser, enseignante et habitante de Bassens, la fameuse cité de transit, je crée en 1992 l'association *Traces* (Travaux de réflexion et action contre l'échec scolaire). Nous concourons à la lutte contre l'échec scolaire, à Bassens. Michel Anselme nous met en relation avec Marie Martin-Rager, chef de projet Développement social urbain pour soutenir nos actions. Par la suite, je contribue à différentes interventions auprès des associations locales du territoire, *le Greta, Schebba, Body and soul, le Comité Mam'Ega, etc.*

L'engagement associatif au sein des quartiers m'a réconciliée avec ma propre histoire. Par exemple, j'ai coordonné un travail de mémoire sur le quartier à travers la vie de M. Tir, commerçant et habitant de la

Busserine. Ici, les gens ont un sentiment très fort d'appartenance à leur cité et à leur ville ; aujourd'hui, je le partage. A travers le prisme associatif, j'ai réalisé la force créative de ces lieux, de l'énergie, de l'engagement et de la solidarité entre les habitants. Ma rencontre avec des acteurs comme Jean-Claude Ega et Zoubida Megueni a profondément modifié mon regard sur ces quartiers. Aujourd'hui, je suis heureuse de travailler au sein des quartiers populaires, ce qui me permet de m'acquitter de ma dette sociale et communautaire, à la fois.

Pour de nombreux Français issus de l'immigration, l'association semble être la « voie royale » : nous sommes comme « condamnés » à être des ouvriers du social, comme nos parents étaient « ouvriers » du BTP. Mon action est animée par l'approche professionnelle et par l'engagement militant pour ces quartiers : ils sont les deux faces d'une même pièce. Point d'optimisme ! Les habitants des quartiers ont bien compris que les problèmes d'éclairage, de transport, d'animation et de réhabilitation des bâtiments dépassent l'action sociale et nécessitent une action proprement politique. Ce sont les principes que nous défendons à l'Agora, un centre social héritier de l'ASCQB (*Association du quartier de la Busserine*). Cette association historique, créée en 1972, a imposé la concertation entre les habitants et les pouvoirs publics. L'Agora poursuit cet objectif de concertation avec les habitants.

Nous avons pu constater les dérives des associations lorsqu'elles s'inscrivent dans le « tout militant » ou le « tout gestion ». Nous ne sommes ni de simples prestataires de services, ni seulement des militants pour une cause.



FATIMA RHAZI

Militante associative, sportive de haut niveau et première femme photographe au Maroc, Fatima Rhazi est née à Oujda en 1956. Arrivée en France en 1987, elle développe des activités en direction des populations en difficulté, notamment des femmes. En 1994, elle fonde l'association *Femmes d'ici et d'ailleurs* dont l'objet est de développer des actions d'insertion socioprofessionnelle en direction des femmes.

Genre

J'ai 52 ans, je suis née à Oujda. J'ai grandi auprès d'une mère scolarisée et d'un beau-père chef de train. Comme dans de nombreuses familles, il fallait que je sois pratiquement passe-muraille. Mon combat a commencé dès l'enfance. Etre l'aînée de six garçons, imaginez le chemin pour se faire une petite place... Je deviens la première femme photographe sportive et reçois ma première carte de presse. Suite à ma première apparition à la télévision marocaine, les membres de ma famille n'acceptent pas mon activité et mon choix de vie. J'ai mis 900 km entre eux et moi pour l'exercer. Ils ont découvert mon activité via la télé, à l'occasion, inoubliable, du match Maroc-Algérie, le 9 décembre 1979, qui s'est soldé par une cuisante défaite du Onze national devant son homologue algérien (1-5). Ce grand évènement est vécu à l'époque comme un authentique drame national. Mais moi, j'étais en gros plan, le caméraman se posait peut-être lui-même la question : Est-ce une fille ou un garçon ? Athlète de haut niveau, j'arrive à pratiquer ma passion jusqu'aux Jeux panarabes de 1985 qui se déroulent au Maroc, à Rabat, et qui sont les premiers auxquels les femmes ont pu participer. Ensuite, j'ai dû arrêter car il fallait bien vivre !

Immigration

Auparavant, je venais régulièrement en France faire des reportages pour les journaux pour lesquels je travaillais, mais en 1987, ce fut différent. Il y a eu ce problème avec ma belle-famille qui voulait s'attribuer la garde de ma fille. La situation m'a imposé de fuir pour que l'on ne m'enlève pas mon enfant. C'est une histoire si douloureuse.... Même mes droits de mère sont bafoués. Heureusement *la Moudouana*, le Code marocain de la famille, a progressé depuis... En arrivant ici, mes origines, ma couleur et

surtout le fait d'être femme ne m'ont vraiment pas aidée. Ma notoriété ne m'avait pas précédée en France. Animatrice au centre social Belsunce, j'y découvre de nouvelles formes de misère. L'idée m'est apparue soudainement évidente de la nécessité de reprendre mon activité, celle de photographe, et de puiser dans la richesse des costumes traditionnels pour réaliser des portraits. J'ai réussi à m'insérer professionnellement en puisant dans mes ressources et ma culture. Enfin, j'exerce à nouveau mon métier de photographe, à l'occasion des célébrations de mariage, mais aussi des expositions où je mets les femmes de toutes origines en lumière. On me proposait aussi la couture en tant qu'outil d'insertion professionnelle et je m'y suis investie. Je me suis dit que si je réussissais dans un métier en puisant dans ma culture d'origine, d'autres y parviendraient aussi. L'idée de créer une association commence à prendre forme. Ce qui me sort par les yeux, c'est la victimisation, l'infantilisation et l'assistantat, en direction des publics migrants et notamment des femmes. Il y a des opportunités pour se former, alors à chacun de les saisir. Ce qui me révolte le plus, c'est le manque d'envie, l'absence de perspective d'avenir... Mon action a toujours eu pour principe d'accompagner vers l'autonomie, pas de rendre captifs des publics pour justifier l'obtention de subventions. Dans notre culture, on nous invite à rechercher le savoir du berceau au tombeau...

Engagement

Ma rencontre avec Martine Derain (*l'Hacienda et Casa Factory*) est décisive. Elle est la première à saluer mes compétences et à m'encourager, ce qui facilite ma première embauche. « Si ça marche pour moi, d'autres peuvent faire de même » : sur ce principe est née l'idée de *Femmes d'ici et d'ailleurs*, dont je suis l'une des fondatrices. *Femmes d'ici et d'ailleurs* avance prudemment mais

sûrement depuis 1994. Notre objectif prioritaire est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des femmes par le savoir-faire original et la valorisation des acquis. Nous le constatons chaque jour, l'immigration ne peut être une solution pour toutes et n'aboutit pas toujours à une plus grande autonomie des femmes. Même si l'association donne la priorité à l'accueil et à la convivialité, notre stratégie est de mettre en oeuvre des formations qualifiantes et de soutenir la création d'activités économiques autonomes. Ici, on ne se satisfait pas de publics captifs ou de la fidélisation des usagères dans les programmes de stages à répétition. Nous visons clairement l'auto-emploi et envisageons de créer une coopérative. Côté lien social, nous souhaitons développer une médiation parents-école. A Marseille, à partir du centre-ville, ce sont les quartiers nord : on est en ZEP et il y a des problèmes d'absentéisme. Des mères qui ne savent pas lire signent des carnets ou des autorisations sans comprendre de quoi il s'agit. Elles ne sont pas démissionnaires mais dépassées. On a envie de faire le lien entre l'école et ces parents mal informés. Cette interaction entre le soutien reçu et le soutien apporté est un des fondements de *Femmes d'ici et d'ailleurs*. Ses membres donnent beaucoup : du temps, des conseils, de la chaleur humaine. Mais elles savent qu'en retour, elles peuvent compter sur la solidarité de celles qu'elles ont aidées un jour, et qui se manifesteront sans faillir le moment venu. Nous sommes engagées aussi au côté des *Pénélopes*, un réseau de femmes et d'économie solidaire : nous partons à l'étranger pour former des femmes à la gestion de budgets et de projets associatifs, afin de les dissuader d'émigrer en créant des activités génératrices de revenus dans leur environnement familial ; notre aide se fait au moyen de collecte d'habits, de matériels de couture et autres.



BADRA DELHOUM

Militante associative, Badra Delhoum est chargée de mission à la délégation régionale PACA de l'Agence de cohésion sociale et pour l'égalité. Elle a été directrice du centre social Belsunce et au cœur de la mobilisation en faveur des mères algériennes d'enfants français. Ce combat a été déterminant pour la régularisation des femmes isolées.

p.14

Immigration

Mes parents se sont mariés à Marseille en 1953. Ils ont immigré séparément, ce qui n'est pas courant. Mon père arrive de Sidi Bel Abbès en 1934 et ma mère en 1947 de Béni-Saf. Née à Marseille en 1954, je suis l'aînée de six enfants. Nous avons grandi au Petit Séminaire, au-dessus de Frais Vallon. A l'époque, il n'y a ni route, ni école. Le premier établissement scolaire est à une demi-heure à pied. La scolarisation se fait en CP pour les filles car il n'y a pas d'école maternelle pour elles. Ma mère est très autonome, parle bien français et s'implique dans notre scolarité. Mon père est mobilisé dans la vie militante locale, en lien avec le milieu ouvrier marseillais autour des activités portuaires. A l'époque, de nombreux immigrés sont adhérents à la CGT. Les liens entre le PPA (Parti du peuple algérien) et le PCF sont profonds. Dans les années 50, de nombreux travailleurs algériens, membres de la CGT et de l'Étoile nord-africaine, participent à tous les combats de la classe ouvrière en France. L'Étoile nord-africaine, fondée en France, en 1927, autour du leader

nationaliste Messali El Hadj, est construite au sein du mouvement communiste. Porteuse de son mode d'organisation et de ses méthodes de lutte, elle a participé en 1934 à la lutte contre le fascisme, l'impérialisme et l'antisémitisme en menant ces combats aux côtés de la classe ouvrière. Cette filiation militante explique mon refus de cloisonner les luttes.

Genre

A 18 ans, je vis une véritable crise identitaire. C'est l'époque de l'encerclement des cités, du contrôle au faciès et des violences policières. Je milite à l'UNJA (*Union nationale des jeunes Algériens*) et j'adhère à l'*Amicale des Algériens en Europe*. A la suite de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille, qui a fait six morts, je fais partie de ceux qui assurent le service d'ordre lors du rapatriement des cercueils vers l'aéroport puis dans les manifestations qui suivent. Cette tension exacerbée me donne le sentiment de ne pas être citoyenne française : je demande à renoncer à la nationalité française, à être défaite des liens d'allégeance. Je suis convoquée à

l'Évêché mais mon père m'interdit de m'y rendre. J'aurais pu être expulsée.

Comme de nombreux jeunes de ma génération, je suis orientée, dès le collège, vers des formations courtes. Je décroche un CAP d'employée de bureau et j'exerce pendant quelques années ce métier. Peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, le programme DEFA 300 est lancé : je participe à la sélection et suis retenue avec vingt acteurs associatifs des quartiers. J'effectue mon premier stage d'animatrice au centre social Belsunce. A l'époque, de nombreuses mères algériennes d'enfants français sont dans une impasse administrative : elles ne sont ni expulsables, ni régularisables. Avec le directeur, Fathi Bouraoua, on s'aperçoit que sont en situation irrégulière plus de 200 mères d'enfants nés en France, vivant dans des conditions de logement effroyables. J'assure la coordination de l'accompagnement social dans une action collective, en collaboration avec différents travailleurs sociaux et les femmes concernées, en partenariat avec le Service social d'aide aux émigrants. Elles obtiennent leur régularisation sur la base de leur statut de mère isolée. Nous avons



fait valoir une situation qui a fait force de loi au niveau national. J'ai beaucoup appris au contact des femmes algériennes, de leur capacité à lutter et à résister.

En 1992, je prends la direction du centre social dans un contexte difficile. C'est une étape importante de mon parcours où mon implication est à la fois professionnelle et militante. Durant toute cette période, avec l'aide du conseil d'administration et de l'équipe de salariés, avec la participation des habitants et le soutien du FAS PACA, nous avons pu innover et inventer de nouvelles formes d'accueil et de travail social, adaptées aux publics que nous recevions. L'accueil juridique, les ateliers en direction des femmes et des vieux migrants ont permis l'inscription durable du lien social sur Belsunce. En 1997, je prends des fonctions de chargée de mission dans le Var puis dans les Bouches-du-Rhône hors Marseille. Aujourd'hui, la « modernisation » des politiques publiques d'intégration illustre une instabilité constante sur ces questions. Le FAS puis le FASILD ont permis une plus-value en matière de recherche et de besoins repérés. Ce travail d'analyse sur les questions d'intégration et de lutte contre les discriminations a été un précieux soutien pour la conception des programmes d'actions. C'est un établissement public qui offre un bel

exemple de diversité et ce à tous les niveaux hiérarchiques.

Engagement

Dès l'adolescence, je commence à m'impliquer dans la vie associative : amicale de locataires, club de jeunes. Sur le quartier, les communistes sont très présents. Rapidement, j'adhère au PCF, à la section locale Hô Chi Minh de Saint-Julien. Nous sommes en lien avec d'autres cités, telle que Bassens et La Paternelle. Nous sommes mobilisés contre les crimes racistes et les violences policières. Mon engagement s'inscrit dans celui des masses laborieuses. J'ai commencé à travailler très tôt et j'adhère à la CGT. Je fais partie de ceux qui n'ont pas souhaité distinguer la lutte des classes de celles des immigrés. La lutte pour l'égalité des droits est un seul et même objectif. Je n'ai toutefois pas adhéré aux logiques des Marches pour l'égalité. J'avais milité bien avant sur le plan politique et pas dans une approche de lutte spécifique pour l'immigration. Les immigrés ont toujours été présents au sein des syndicats, CGT Dockers et CGT Marins, même si au sein du syndicat, comme au sein du PCF, nous alertions sur les difficultés spécifiques des immigrés, parce que la prise en compte n'était pas toujours évidente. Je quitte le PCF en

1972, suite à l'adoption du programme commun avec le Parti socialiste. Aujourd'hui, je poursuis mes engagements de manière informelle, en dehors de toute organisation. Les questions de leadership m'ont toujours dérangée. J'estime que l'on peut militer dans des collectifs informels avec beaucoup d'efficacité. Mon engagement est fondamentalement universaliste. Il s'agit d'une démarche sans cloisonnement de classe, de race ni de sexe.

p.15



ZOUBIDA MEGUENNI-TANI

Schebba, « Belle » en arabe, une affirmation sans détour, une sorte de *black is beautiful* version marseillaise. Zoubida Meguenni-Tani, la fondatrice de cette association, est convaincue de l'utilité de développer des actions spécifiques en direction des femmes. Militante sociale, elle est aujourd'hui, conseillère d'arrondissement du 7^e secteur de Marseille, en charge de l'aménagement et de la rénovation urbaine des territoires.

p.16

Immigration

Mes parents sont originaires de Tlemcen. Mon père quitte son village d'Ain el Hadjar et arrive très jeune en France, avant 1944. Il y travaille pour la SORMAE, une grande entreprise de travaux publics. Je suis née en 1960, dans le 11^e arrondissement de Marseille. Je suis arrivée à l'âge de 4 ans à la Busserine. C'est alors un bidonville essentiellement composé de Chaouis. Mon père obtient un logement dans le cadre du 1%. Entre 1974 et 1976, avec la construction des barres, commence le relogement des familles des bidonvilles de Bassens et de Picon. La Busserine a connu une certaine mixité sociale. Y vivait la classe moyenne, notamment des fonctionnaires et des jeunes ménages. Le voisinage était solidaire voire militant, constitué de nombreux communistes. Il n'était pas rare de se prêter de l'argent et d'échanger des produits alimentaires. Progressivement, une partie des voisins « français » accède à la propriété, alors que nos parents restent figés dans le mythe du retour. Avec notre génération, le quartier de la

Busserine est devenu un terreau fertile à de nombreuses actions sociales. Je suis militante depuis toujours : comment pourrait-il en être autrement dans nos quartiers ?

Engagement

Sur ces territoires, l'urgence sociale a fait de nous des acteurs privilégiés des actions d'animation et de prévention, les ouvriers du social, les fameux « poste B ». Avec l'arrivée des premiers agents de développement social urbain, comme Alain Fourest, nous développons des actions en direction des habitants, notamment des jeunes. En 1980, l'assassinat de Lahouari Ben Mohamed aux Flamants a obligé les pouvoirs publics à se préoccuper de nos quartiers. La concertation avec les habitants est la ligne directrice de toutes nos actions. A l'époque, je mets en place des actions de concertation avec Jo Ross de l'Université du citoyen. Notre démarche consiste à impulser la communication entre les habitants et des magistrats, des

commissaires de police et des procureurs. De nombreux crimes racistes, conjugués aux actes d'humiliation quasi quotidiens de la part des forces de police, entretiennent le sentiment d'injustice chez les jeunes.

A Marseille, les associations des quartiers ont également bénéficié du travail réalisé par des associations plus anciennes. Le réseau constitué autour de la Maison de l'étranger et du CIDIM ont été précieux pour structurer nos mobilisations. Certains leaders associatifs, tels que Mustafa Mohammedi du CIDIM ou Mirto Bruschi, avocate militante, nous ont encouragées dans cette voie.

Au début des années 80, de nombreuses associations émergent. Nous nous inscrivons dans ce grand mouvement social qui suit la loi du 9 octobre 1981, laquelle abroge le décret de 1939 très contraignant vis-à-vis des étrangers, promoteurs d'associations. Les immigrés participent, en prenant leur part de responsabilité, à une vie associative dont l'importance est aujourd'hui reconnue. Pour de



FEMMES
PICON - BUSSERINE - ST BARTHELEMY3 - LA PATERNELLE

nombreux jeunes du quartier, l'animation semble être une voie accessible. ASSUR (*association d'animation pour les enfants et adolescents des quartiers nord de Marseille*) a été créée en 1982 : elle a pour objectif de former des jeunes aux métiers de l'animation. Nous sommes nombreux à avoir débuté dans les métiers de l'animation. Nos actions trouvent leur légitimité face à la pénurie d'équipements dans les cités HLM et à l'émergence de relations qui s'établissent entre les élus locaux, les techniciens du développement social urbain, les organismes professionnels et les habitants. Avec la professionnalisation du champ de l'animation socioculturelle, je prends conscience que ce secteur a produit davantage de positions durables de précarité que d'ascension socio-professionnelle. La plupart des animateurs dans les structures d'animation sont salariés sur la base de contrats aidés ou de temps partiels, à moins de 500€ par mois. Ceux qui tiennent aujourd'hui des positions professionnelles stables et rémunérées à temps plein y ont accédé soit en changeant de filière professionnelle soit en sortant des équipements où ils ont été initiés pour créer leur propre structure.

Moi, je milite pour une forme de participation politique à la vie de la cité qui s'accomplit dans un esprit de promotion collective et de mobilité sociale. Les méthodes d'intervention des centres sociaux s'inscrivent nécessairement dans des logiques de financement. Or il est désormais quasiment impossible, sur un site DSU, d'accéder à un

financement public sans se soumettre à la procédure unique du dossier, qui suggère forcément agrément, label, passage devant des commissions multiples et délais infinis. La professionnalisation a sonné le glas de l'utopie sociale qui nous a animés. Pire, certaines directions d'équipements n'ont pas pu se délester de leurs représentations « racialisantes » et ne voient en nous que des destinataires d'actions, pas des techniciens crédibles. Dans le social, comme ailleurs, nos candidatures aux fonctions de direction restent lettre morte. Alors que nous sommes devenus de véritables entrepreneurs sociaux, la voie associative nous a rarement permis de dépasser le poste B.

Genre

Les années 80, à la Busserine, ce sont les années drogue, à la colle et à la cire... Après les garçons, les filles sont également touchées. La nécessité de créer des actions distinctes entre filles et garçons s'impose à nous. En 1986, nous créons l'association *Schebba*, au cœur de la Busserine : une association de femmes pour les femmes, spécialement toutes celles qui vivent une forme d'isolement au sein de la cité. Nos actions sur le terrain sont concrètes, qu'il s'agisse de rencontres avec les intervenants sociaux, de conseils et de permanences auprès des femmes, ou d'organisation de soirées et de



p.17



NASSERA BENMARNIA

Mère de quatre enfants, militante associative, Nasséra Benmarnia est la fondatrice de *l'Union des familles musulmanes*, qui participe à l'inscription des célébrations musulmanes dans l'espace public français. *L'Aïd el kebir*, la grande fête, est désormais « visible » à travers les valeurs qu'elle véhicule : solidarité, fraternité et partage.

Genre

Nous sommes une fratrie de onze enfants, dont sept filles. Je suis née le 9 avril 1963, à Castres. En 1976, mes parents s'installent à Nîmes. Je garde des souvenirs joyeux de cette période. Nous étions une de ces familles modestes mais joyeuses. Dans la ZUP (zone urbaine prioritaire) où nous résidions, je m'improvise écrivain public. Je fais office de relais pour ceux qui sont en difficulté face à l'administration. En 1986, je déménage à Marseille où j'exerce mon emploi de secrétaire comptable, tout en poursuivant mon engagement auprès des immigrés.

Dans les rapports entre acteurs associatifs et destinataires, je perçois davantage de paternalisme que de solidarité. Les publics semblent captifs et les femmes immigrées subissent le même « sort ». Certains acteurs associatifs ont d'ailleurs une attitude comparable avec notre génération : bien que Français, nés en France, nous sommes encore perçus comme les éternels « destinataires » d'actions, jamais comme des « acteurs ». Si mes parents se sont posé la question de la légitimité de leur présence en France, moi je n'ai pas à le faire. Le féminisme est un combat quotidien. Il ne se limite pas à la question du voile ou à celle de la contrainte matrimoniale. J'envisage ce combat sous plusieurs angles, où l'insertion professionnelle, l'accès au logement et à la formation sont autant de voies vers l'autonomie. Les femmes d'origine étrangère ont trouvé peu de place dans les mouvements féministes classiques, où elles ont parfois servi d'alibi. Ces mouvements alimentent les représentations caricaturales à leur égard, où la « contrainte » du voile éclipe les véritables enjeux de l'émancipation des citoyennes françaises, quelle que soit leur origine.

Immigration

Mes parents sont issus d'une famille de propriétaires terriens de l'Algérie rurale, près de Mazouna. Mon père décide de partir pour la France en 1954 et s'installe à Rodez. Il y trouve le travail nécessaire mais fait également l'expérience de l'exil. Très rapidement, entre culpabilité et désir de retrouver une sociabilité avec ses compatriotes, il s'investit dans le milieu associatif algérien en France. Il milite au sein de *l'Amicale des Algériens en Europe*. Je baigne dans le militantisme depuis toujours et celui-ci ne s'arrête pas aux portes de la maison familiale. Très jeune, j'accompagne mon père dans ses différentes actions et cette filiation militante est incontestablement à l'origine de mes propres engagements. A 16 ans, j'adhère à l'UNJA (*Union nationale de la jeunesse algérienne*). Je pars l'été en Algérie pour y encadrer des colonies de vacances. J'y découvre également un statut qui ne me convient pas. Constamment renvoyée à ma condition de femme et non à mes compétences, je réalise la difficulté pour moi à me projeter dans ce pays auquel je reste attachée. Je milite dans les organisations algériennes jusqu'à vingt ans et je finis par prendre conscience que mon combat est en France, pour l'égalité des droits entre Français et étrangers. Les retours au pays d'origine, à l'occasion de mes activités et dans ma famille, ont contribué à éclairer ma voie : mon avenir est en France, je suis française. En France, je m'investis dans de nombreuses structures militantes en lien avec l'accueil et l'aide aux immigrés.

Engagement

Après mes deux premiers enfants, je cherche une vie professionnelle qui fait sens, qui associe mes compétences professionnelles et mon engagement militant. Ma mobilisation se porte, entre autres, sur la situation des mères algériennes d'enfants français, qui vivent une situation dramatique : ni régularisables, ni expulsables, elles sont victimes de l'incohérence du droit appliqué aux étrangers. Au fil de mes rencontres, je croise *l'Union des familles protestantes* qui m'interpelle sur l'absence de représentation des familles musulmanes au sein des mouvements familiaux français. De ce constat est née, en avril 1996, à Marseille, l'UFM : *Union des familles musulmanes*. En 1998, nous obtenons l'agrément de l'Union départementale des associations familiales. Depuis, il n'est plus question de faire sans nous. Notre mission est d'interpeller les services publics sur l'absence de prise en compte de nos concitoyens musulmans. L'absence d'aumônier musulman en milieu hospitalier, les conditions sanitaires et logistiques du rituel d'abattage pour *l'Aïd* en sont quelques illustrations... Nous, citoyens français et musulmans, voulons participer aux décisions importantes qui se prennent sur les politiques familiales en France ; nous devons donc organiser notre représentation. Pour beaucoup de nos concitoyens, *l'Aïd* c'était "les agneaux qu'on égorge", "le mouton dans la baignoire". Il fallait sortir des clichés et donner toute sa place à cette fête, qui est la plus importante dans la culture musulmane. Tout comme Noël, *l'Aïd* est la fête de la famille et du partage. C'est l'occasion de penser aux plus démunis et aux personnes isolées.



NADIA GASMI

Psychologue clinicienne, Nadia Gasmi est une des figures de *l'empowerment* des femmes de l'immigration à Marseille. Contrainte de quitter l'Algérie du terrorisme, alors qu'elle y mène une carrière dans la fonction publique au sein du ministère des Affaires sociales, en qualité de sous-directeur central de la formation et de la recherche, elle réinvente sa vie à partir de Marseille, en développant des actions d'accompagnement d'insertion professionnelle des migrants et des personnes en difficulté au sein de *l'association Confluences méditerranéennes*.

Genre

Je suis née en 1955 en Algérie, « sur les genoux de la France coloniale ». Je suis issue d'une famille kabyle, installée à Alger. J'ai toujours combattu la soumission imposée aux femmes, au nom de la religion ou de la tradition. Dans mon parcours personnel, la valeur essentielle est le savoir. C'est un enjeu au cœur duquel se trouvent les clés de l'émancipation des femmes. Je suis issue d'une fratrie de six filles mais je dois mon parcours à un homme, mon père. Il était conscient de la nécessité de nous offrir un meilleur accès au savoir afin de nous armer contre la principale source d'asservissement des femmes : l'ignorance. Dans mon choix, j'ai bénéficié du soutien de ma famille qui a bien compris la blessure narcissique que la société algérienne créait en moi, une société qui impose aux femmes un statut de mineur à vie et autorise la polygamie. Le livret de famille qui prévoit plusieurs pages pour les co-épouses éventuelles est inacceptable.

Immigration

Depuis mon exil forcé, avec l'embrassement de l'Algérie en 1994, j'ai « mal à l'Algérie ». Le premier corps nu que nous ayons vu dans les médias algériens était celui d'une femme déchiquetée... A l'époque, je n'étais pas menacée directement mais je trouvais stupide de mourir d'une balle perdue. « Arraché » et « échappé » sont deux mots pour lesquels je ne peux faire de fautes d'orthographe. L'agressivité des « deux rr » et les jambes des « deux pp » ont été symboliquement des appuis pour ces verbes d'action : vers l'exil, vers le déracinement. Dans cette aventure, mes deux fils ont constitué mes seuls bagages. Sur leurs frères épaules, une histoire qu'ils n'ont pas choisie mais qui inscrit déjà leurs premiers pas vers un parcours issu de l'émigration : quitter, partir... Je suis reconnaissante envers la France, terre d'asile. Ce n'était pas évident. Beaucoup n'ont pas eu cette chance, parce qu'ils sont

aujourd'hui trois pieds sous terre, tombés sous les balles de l'intégrisme et des postures rétrogrades. Larmes, impuissance... L'Algérie a perdu un capital considérable dans les affres du terrorisme mais aussi du fait de l'exil d'une partie de son élite. L'absence de tolérance a fait le lit du terrorisme. Je reste préoccupée par l'avenir de mon pays. Un pays dont la réussite du développement économique impacte toute la Méditerranée et doit offrir des perspectives à une jeunesse désœuvrée et laissée pour compte.

Engagement

J'appartiens à une génération qui a bénéficié d'une double culture en Algérie. L'enseignement est resté bilingue jusqu'à la réforme de l'école en 1977. La langue française est, comme disait Kateb Yacine, « un butin de guerre ». La langue française est un merveilleux espace de liberté. Mes études à Paris (1979-1984) font partie de mes plus belles années. J'y découvre la mixité, l'accès démocratique à la culture, les lieux artistiques... On y vient du monde entier pour apprendre et réussir. Faire des études dans un pays et s'y installer sont deux choses différentes. A mon arrivée à Marseille et malgré mon choix, la souffrance de l'exil se fait plus intense, le sentiment de culpabilité aussi. Le sentiment d'avoir tourné le dos aux miens. J'ai souvent mal. L'enracinement en France révèle son lot de difficultés. L'exil s'accompagne du déclassement social et professionnel, du besoin de s'adapter à un nouvel environnement et parfois de l'expérience de la discrimination, du contrôle au faciès, subi par un de mes fils devant son établissement scolaire, sous le fronton « Liberté, Égalité, Fraternité » et sous les yeux ahuris de ses camarades. Pour moi, ce fut un véritable traumatisme de prendre conscience du traitement qu'ont subi et que subissent encore de nombreux

immigrés, du fait de leur origine. Au pays de Marianne, les Jean-Paul et les Mohamed ne bénéficient pas des mêmes chances... Si, en Algérie, l'essentiel de mon combat portait sur les discriminations faites aux femmes, en France, il se transforme en recherche d'insertion et en acquisition de nouveaux savoirs. Je viens d'une culture où le « nous » prime sur le « je ». L'installation durable a modifié mes représentations de la société française. On élabore des stratégies plus ou moins conscientes. J'ai souhaité faire bénéficier de mon expérience les personnes déracinées et j'ai créé l'association *Confluences méditerranéennes*. Le programme « Itinéraires interculturels » est une action qui s'adresse aux personnes dont le parcours d'insertion est entravé ou freiné par des problèmes d'ordre « culturel », une histoire migratoire douloureuse, l'incompréhension des codes culturels, la difficulté à s'exprimer pour des raisons linguistiques, la difficulté à se positionner dans les deux cultures à la fois. Je reçois les personnes mobilisées sur le transfert de compétences envisageables en France. Aujourd'hui, j'aimerais que mon potentiel serve les deux rives de la Méditerranée. Je développe des actions de formation en direction de l'Algérie. Les besoins y sont importants. J'ai organisé la formation continue des psychologues dans le champ du suivi post-traumatique. Ces temps de formation auprès de spécialistes constituent des parenthèses indispensables pour ceux dont le quotidien est tourné vers l'accueil des victimes du terrorisme. Ce deuxième volet de coopération est ma contribution au développement des rapports nord-sud, sur une passerelle de l'échange et de la transmission des savoirs, dans une Méditerranée rêvée et fantasmée d'amitié entre les peuples. J'ai trouvé mon équilibre en développant le projet de l'association *Confluences méditerranéennes*.



YAMINA BENCHENNI

Yamina Benchenni, éducatrice spécialisée de formation, est directrice du centre social de la Savine dans le 15^e arrondissement de Marseille. Son parcours professionnel et militant s'égrène au fil de ses nombreuses expériences des cités de Marseille, notamment dans le cadre de la lutte contre la toxicomanie ; son parcours personnel est emblématique des luttes sociales de l'immigration algérienne en France.



Immigration

Je suis née à Cannes où mon père était employé par la municipalité. Originaire de Mostaganem, il avait immigré en France en 1945. En réalité, il connaissait déjà la métropole : engagé sous les drapeaux français de mars 1943 à novembre 1945, il a fait partie du 2^e régiment de tirailleurs algériens. Il est l'ainé d'une fratrie d'orphelins et son engagement dans l'armée est une question de survie. Il a été « mandaté » par sa famille pour subvenir à leurs besoins. Il a pu partir, grâce à la solidarité d'un frère d'arme, camarade communiste qui a réglé son billet de bateau.

En 1962, suite à l'indépendance de l'Algérie, les Français musulmans doivent quitter la fonction publique. On a donc demandé à mon père d'opter pour une nationalité. Pour lui, nationalité cela veut dire identité. Cela ne faisait aucun doute, il était Algérien. Suite à son licenciement des services municipaux de Cannes, il perd également son logement et la famille débarque dans une des trois cités de transit de la cité phocéenne.

De Cannes à Bassens, le changement est brutal : deux pièces, une petite cour intérieure, un WC, pas de salle de bain, un lavabo mais pas de cuisine. Nous étions neuf enfants. A cette époque, nous nous sentions en « état de guerre ». Les arrestations arbitraires, les contrôles au faciès et les descentes de CRS avec leurs chiens semblent faire partie du quotidien. L'émergence dans l'espace public des jeunes issus de l'immigration, grâce à la réforme de la loi sur les associations ainsi qu'aux marches de 1983 contre le racisme et pour l'égalité des droits, a donné une visibilité aux rapports conflictuels entre jeunes et institutions.



Genre

La persistance de la tension qui suit la fin de la guerre d'Algérie s'illustre par une série de crimes racistes en 1973. Cette situation conduit mon père à opter pour le retour définitif au pays, en 1974. Cette décision, j'en prends connaissance une fois sur place, à l'occasion de nos vacances d'été. Elles vont durer deux ans.... J'ai 14 ans et l'école me manque. Je me sens étrangère et je ne souhaite

qu'une chose, vite rentrer en France afin de retrouver mes repères. Durant cette période, je trouve refuge dans la lecture. La langue française devient mon espace de liberté et d'intimité. On utilise les pages de mes livres pour faire du feu. Je suis triste et révoltée de subir cette situation. Mais dans ce « merveilleux malheur », je développe une forme de résilience. Ce ne sera pas le cas de tous ! Nous revenons en France, en 1977, dans la même cité de transit, à Bassens. A cette période, les populations immigrées sont soumises aux politiques d'expulsion, en application de la trop fameuse « double peine ». Les expulsions de jeunes « délinquants » étrangers sont massives jusqu'en 1981. Cette politique est vécue comme une épée de Damoclès permanente. Nos mobilisations s'unissent à celles des militants des droits de l'homme qui décident de constituer des réseaux de résistance pour soustraire quelques-uns de ces jeunes à l'expulsion. Ce « bannissement » des enfants d'immigrés concerne majoritairement les Maghrébins et en particulier les Algériens. Aujourd'hui, l'exclusion sociale déclenche nombre de séparations et de dé-cohabitations qui continuent de faire peser sur les parents une

charge écrasante. Notre société s'avère impuissante à changer le cours des choses et retourne contre eux en opprobre la violence sociale dont ils sont victimes. Un certain discours politique leur reproche « laxisme », « indifférence » ou « négligence ». Rendus « responsables » de la perte des repères de leurs enfants, les parents de jeunes en difficulté sont aussi déclarés « coupables ». Le « tout sécuritaire » ambiant pousse certains élus à instrumentaliser ces questions et à brandir la menace de la privation d'aides sociales contre des familles pauvres. C'est à l'opposé de mes principes et de mes méthodes de travailleur social. Sur la Savine, quartier en cours de réhabilitation, nous bénéficions du soutien des institutions et restons attachés à la mise en œuvre de la concertation entre gestionnaire, bailleur et habitants.



Engagement

Notre histoire familiale est marquée par un drame. Le 3 février 1990, Philippe Vancheri assassine mon frère Hamida Benchenni, alors père de quatre enfants. Sans motif apparent, il lui tire une balle dans la tête. Plus tard, il évoquera sa haine des Maghrébins, des prostituées et des homosexuels. Animé par sa haine, il a fait trois victimes en une seule nuit mais l'expertise psychiatrique le déclare sain d'esprit. Le traitement de l'affaire par la presse n'a pas été objectif. J'ai vécu cela

comme un double meurtre. On a sali la mémoire de mon frère. Son meurtre s'ajoute à une longue liste de crimes racistes : Lahouari Ben Mohamed en 1980, Sélim Grine en 1983 et bien d'autres.... Nous constituons les assises des familles victimes de crimes racistes. Nous avons organisé des rencontres avec des spécialistes sur le dysfonctionnement de la justice française. Comment les meurtriers pouvaient-ils être jugés en correctionnelle et non aux assises ? Sur cette question, nous avons bénéficié du soutien du syndicat de la magistrature. Je suis restée très sensible aux crimes racistes et je m'engage contre la clémence dont peuvent « bénéficier » les auteurs de crimes racistes et sécuritaires. La presse, de façon croissante depuis une trentaine d'années, s'est régulièrement fait l'écho de ce que la justice répugne à reconnaître, à savoir la culpabilité de policiers qui bénéficient systématiquement de la présomption de « légitime défense », et sont parfois « couverts » par leur hiérarchie. La justice répugne plus encore à les condamner, quand bien même s'agirait-il de tabassages, ratonnades, courses poursuites, tirs mortels ou non, meurtres de caractère raciste ou sécuritaire, par des policiers en service ou hors service. Ressenties comme autant de « permis de tuer », ces décisions de justice se sont enkystées dans la

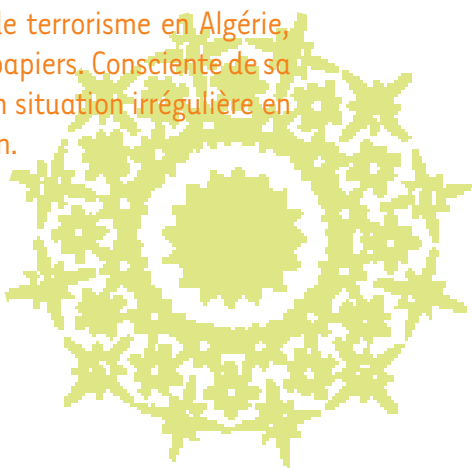
mémoire collective des familles de victimes, dont de nombreuses familles immigrées.

Ces événements contribuent à me forger une personnalité en quête permanente de réponses. Réponses sociologiques, psychologiques et politiques sur les différentes formes de violence générées par notre société. Abdelmalek Sayad qualifiait les immigrés de « peuple muet ». Prendre la parole pour exprimer ma pensée devenait mon arme de combat pour moi et les miens. Mon père m'a encouragée dans cette voie, en m'expliquant qu'à défaut de prise de parole, c'est la violence qui s'exprime... Il avait raison.

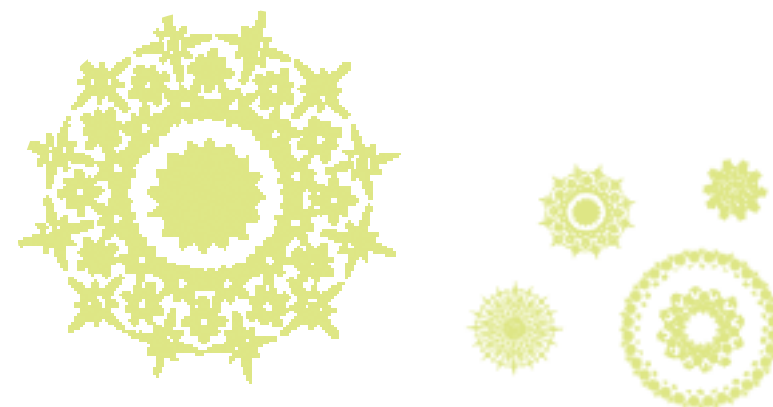


ZAHRA R.

Depuis son arrivée en France, suite aux années sanglantes de terrorisme en Algérie, Zahra R. s'est mobilisée au sein du collectif CGT pour les sans-papiers. Consciente de sa propre vulnérabilité, elle s'est engagée auprès des familles en situation irrégulière en vue de soutenir leur démarche administrative de régularisation.



p.22



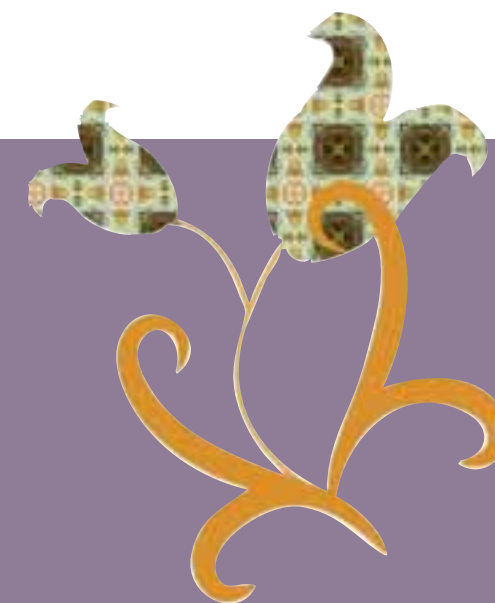
conditions qui confinent parfois à un véritable esclavage, c'est risquer les violences facilitées par cette situation de dépendance, en lien avec l'absence de ressources et de logement, c'est vivre en France comme dans une prison, séparée de nos proches. Au-delà du problème général des sans-papiers, des mesures spécifiques, liées à notre qualité même de femmes, doivent être prises en faveur des « sans-papiers ».

Engagement

Au collectif des sans-papiers de Marseille, je rencontre des compagnons d'infortune mais surtout des interlocuteurs... J'en étais venue à penser que les droits de l'homme n'étaient qu'une banderole jusqu'au moment où j'ai rencontré le syndicat. Refuge sécurisant face à la déshumanisation mais également lieu d'éveil de la conscience politique. Au collectif, on est sans-papiers mais on est des êtres humains ; aussi a-t-il joué un rôle important en mettant les gens à l'abri des dangers de la rue. J'ai été choquée par le comportement de l'administration préfectorale... cette dissuasion organisée autour de l'absence d'une personne au guichet, la file d'attente avant l'ouverture des services, le manque de respect de la dignité humaine,

le tutoiement, les dossiers égarés ...

Je ne me résignais pas à être bénéficiaire de ces actes de solidarité sans y contribuer moi-même. J'ai donc pris en charge les tâches de secrétariat et me suis retrouvée à instruire les demandes de régularisation, en vue de les déposer en préfecture. Nous avons organisé l'aide alimentaire, les vacances pour les enfants avec le Secours populaire, la mise à l'abri de familles dans des logements vacants, ainsi que l'ensemble du planning de réunions et autres manifestations. Pour la CGT, le soutien aux sans-papiers est d'abord un soutien aux travailleurs car le caractère irrégulier de leur situation n'exclut pas qu'ils travaillent. A ce titre, ils doivent pouvoir bénéficier d'un syndicat pour les soutenir. Par ailleurs, si l'insertion professionnelle est possible, la régularisation devrait en découler puisqu'ils sont « utiles » à la société. La régularisation administrative doit être liée au travail. Rien ne justifie que ces hommes et ces femmes soient livrés de telle sorte aux marchands de sommeil et aux employeurs véreux.



une altercation avec ... une femme, à l'arrêt de bus qui mène d'Alger à Cherraga. Je suis encore sous le choc de la pluie d'insultes, de coups et de crachats que j'ai reçus. Autour de moi, personne n'a réagi... J'ai renoncé à porter plainte : au commissariat, on m'a expliqué que la loi ne protégeait pas contre ce TYPE d'agressions. Alors, je suis partie, sans rien prendre. De peur, je me suis rendue de mon lieu de travail à l'aéroport. A l'époque je travaillais pour un groupe bancaire et cet emploi m'a permis d'obtenir un visa. Je suis partie avec mon passeport et une petite mallette. J'ai choisi la France. C'est mon patrimoine : j'ai travaillé, j'ai rêvé en français ; c'est aussi ma langue. Le terrorisme a détruit tout un pays. En Algérie, les femmes ont des loisirs mais pas de liberté. Toute la structure sociale craint l'accès potentiel à cette liberté comme l'émergence d'un désordre social.

Genre

Nous, femmes sans-papiers, souffrons d'une double discrimination. Nous nous voyions exclues du droit au séjour en France et contraintes à la clandestinité. Cette situation nous rend doublement vulnérables. Au cours des dernières décennies, la lutte contre les politiques restrictives et répressives de l'immigration et de l'asile s'est développée, alors même que les migrations féminines s'accroissent et se diversifient. Le contexte politique mondial suscite aussi de nouvelles vagues de réfugiés, où plus nombreuses sont les femmes qui fuient les violences intégristes, les guerres civiles, l'oppression sociale ou familiale. Vivre sans papiers, c'est vivre dans la peur d'une interpellation, c'est être contrainte au travail « au noir » dans des

Immigration

Un jour je suis partie... C'était en 2000. Je n'en pouvais plus de supporter la misère, la violence, la corruption et maintenant le terrorisme au quotidien. Le refus de se soumettre au voile quand on sait que l'islam proclame « nulle contrainte en religion ». Refuser l'hypocrisie qui consiste à duper en prenant pour exemple l'ouverture apparente d'une minorité de femmes, pour nier l'absence de liberté pour la majorité d'entre elles. Un événement précis m'a fait renoncer à mon pays : j'habitais à Alger le quartier de la Colline, près de la basilique Notre-Dame d'Afrique. Malgré la tension palpable, j'ai eu l'humilité de penser que je ne représentais pas un danger, en étant ce que je suis et sans me soumettre au voile. Mais en mai 1999, j'ai vécu

EN CONCLUSION

Cette brochure reprend en les développant les portraits de femmes migrantes présentés dans l'exposition co-produite par les Archives départementales et l'association *AncrAges*.

La démarche partenariale entre les Archives départementales des Bouches-du-Rhône et l'association *AncrAges* vise à faire reconnaître dans l'espace public les traces, matérielles et immatérielles, de l'Autre comme autant de témoignages légitimes de la diversité des migrations qui ont façonné le peuplement et l'histoire de notre département. Cette exposition s'inscrit aussi dans le cadre d'une démarche d'information et de sensibilisation à destination des détenteurs potentiels d'archives en lien avec l'immigration ; elle laisse entrevoir la richesse des sources susceptibles d'être préservées. Au carrefour des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe, les récits de vie de ces quinze femmes migrantes nous apportent des éléments de compréhension sur une page encore trop peu visitée de l'histoire sociale de Marseille : celle de l'engagement citoyen de femmes contre le racisme, le sexisme et l'exclusion...En toute humilité, telle est la raison d'être de la démarche.

Les organisateurs tiennent donc à remercier toutes les militantes qui ont apporté leur témoignage dans un esprit de préservation de la mémoire des luttes sociales des femmes de l'immigration, ainsi que Pierre CLOT, journaliste reporter photographe (ACT / PHOTOGRAPHIES).

Mohamed CHABANI, Président de l'association *Ancrages*.

Fondatrice de l'association *Ancrages*, Samia Chabani est l'auteure de cette exposition, qui inaugure de nombreux projets de préservation d'archives de l'immigration. C'est dans un esprit de sensibilisation à la sauvegarde des archives familiales, associatives et militantes, qu'elle a collecté et retranscrit ces récits.

Commissaire de l'exposition, Fabrice Bizet est doctorant en sociologie à l'unité de recherches « Migration Société ». Il travaille depuis plusieurs années sur l'engagement des femmes et sur son articulation avec les rapports sociaux de domination dont elles sont l'objet. En 2007, il a rédigé pour l'ACSE un rapport intitulé *Entre marginalité et citoyenneté : parcours de femmes engagées à Marseille*.

Né au Vietnam en 1958, Mathieu Do Duc vit et travaille aujourd'hui à Marseille. Très influencé par la génération de « Street Photographers », il s'intéresse à l'humain dans sa quotidienneté poétique et s'attache à montrer ce que nous ne voyons plus, faute de ne plus savoir ou de n'avoir plus le temps de regarder.

La conception graphique de l'exposition est due à Caravane Kafila.